

Crise : MR, Ecolo et Défi vendront cher leur accord

Le cdH a éjecté le PS des Régions et de la Communauté. Surprise totale. La solution à la crise pourrait désormais prendre du temps...

Benoît Lutgen a pris tout le monde de cours, ce lundi, en décrétant le PS infréquentable. Et en rompant sur le champ ses accords de majorité passés avec lui en 2014.

L'annonce a pris tout le monde de court. Même en interne au cdH, où les Barons n'ont découvert la proposition de Benoît Lutgen d'évincer le PS de la Région wallonne, de la Région bruxelloise et de la Communauté française, qu'au Bureau du matin, ce lundi.

Le Bastognard l'a ensuite expliquée en des termes très durs face à la presse, dénonçant « la cupidité de certains » qui a « dépassé tout entendement », d'« appât du gain » et de « soif d'argent » dans les affaires de jetons de présence. En ponctuant : « Je suis, au plus profond de moi-même, dégoûté ». Puis : « La rupture est nécessaire, elle doit être immédiate ».

Deux heures plus tard, Véronique Salvi (cdH) appelait ses homologues de la Communauté française, pour les avvertir que son parti gelait toutes les réunions prévues cette semaine. Même chose en Wallonie et à

Bruxelles. Au centre et au sud du pays, les entités fédérées sont désormais à l'arrêt. La prise est retirée. Paul Magnette l'a vite compris, en appelant ses collaborateurs à préparer leurs caisses. Groggy, Elio Di Rupo a pour sa part dénoncé « une trahison du cdH qui a pris peur face à notre volonté de décumul des mandats »...

VEXATION

Que faire à présent ? Revoter ? C'est impossible, la constitution prévoyant que les élections régionales ne peuvent se tenir que tous les

cinq ans, le même jour que les européennes. Les partis sont donc condamnés à s'entendre pour trouver une solution à la crise, comme le cdH les y a appelés. Mais ce ne sera pas simple. Benoît Lutgen a pris tous le monde par surprise (lire ci-dessous). Et certains en ont été profondément vexés.

En déplacement à Montréal, Olivier Maingain (Défi) a ainsi pesté contre une « opération de tentative de sauvetage du cdH ». Ecolo a été un peu plus positif, annonçant pour mercredi le dépôt de propositions de nouvelle gouvernance. Pour le MR, Olivier

Chastel a « pris acte » de la décision du cdH, répondant « favorablement » à son appel au dialogue.

Il a ensuite réuni un Bureau en soirée. Où la tendance majoritaire a été de

considérer qu'il ne fallait pas se précipiter. Pour deux grandes raisons. Un : le MR se sait incontournable de toute solution faisant l'impasse sur le PS. Et deux : le nombre de brûlots en rade est énorme, en Wallonie comme à la Communauté française.

Pacte d'excellence, assurance autonomie, réforme des soins de santé, réforme des allocations familiales, réforme fiscale... Autant de dossiers majoritairement cdH qui ne seront guère faciles à clôturer, et pour lesquels l'argent manque. Sans compter que monter dans une majorité pour achever un programme décidé par d'autres se révélerait invendable, lors du retour aux urnes de 2019.

VRGINITÉ

« Le PS aura alors eu deux ans pour faire monter une nouvelle génération et se refaire une virginité et nous, on serait de nouveau balayés ? Très peu pour moi ! », ramassait hier soir ce baron dont la voix

pèse. « On pourrait évidemment faire promettre au cdH de reconduire le

bail avec nous en 2019, mais depuis la trahison de Gérard Deprez à notre égard du temps de Louis Michel et Jean Gol, on connaît la fiabilité de leurs promesses... », complète un autre.

Bref, plus encore peut-être que les autres, les libéraux francophones sont bien décidés à ne pas acheter un chat dans un sac. « C'est le cdH qui a décidé de plonger la Wallonie et Bruxelles dans une crise lourde et inédite. S'il veut les en sortir, il devra en payer le prix... », annonce un troisième. Qui complète, rejoint par d'autres : « Le momentum est intéressant. Inespéré, même. Forcer ainsi le PS à une cure d'opposition, avec les tensions internes que cela va provoquer, c'est inédit. Encore faut-il que cela ne se retourne pas ensuite contre nous... »

CHRISTIAN CARPENTIER

Pareille crise est du jamais vu, en Wallonie et à Bruxelles. Les partis sont condamnés à s'entendre, le retour aux urnes est impossible...

Édito Une chance unique



Christian Carpentier
ÉDITORIALISTE

Malmené par les affaires à répétition, le PS aurait pu la jouer profil bas. Il a, au contraire, continué jusqu'au dernier jour à pratiquer l'arrogance de ceux qui se pensent au pouvoir jusqu'à la nuit des temps, sans réelle remise en question. Le cdH vient de le ramener sèchement à la réalité, en provoquant les conditions

de son éviction de tous les niveaux de pouvoir, ce qui ne lui était plus arrivé depuis trente ans !

Le geste est malheureusement tout sauf gratuit. En agissant de la sorte, Benoît Lutgen a avant tout joué un ultime coup de poker pour tenter d'éviter aux siens la catastrophe électorale qui se profile, tant aux communales de 2018 qu'aux fédérales et aux régionales de 2019.

Avec, peut-être, sa mort clinique à la clé.

Se sachant quasiment incontournable des futures majorités — on n'imagine pas une seconde un MR permettant au PS de se remettre en selle — l'ex-PSC savait qu'il ne prenait en réalité aucun risque d'ici-là. Même si ce jeu politicien est abject, il ne saurait être question de laisser la Wallonie être

prise en otage par d'aussi bas calculs. D'autant que si le MR, le cdH et Ecolo sont cohérents, ils ont désormais une occasion historique — e rêvée — de réaliser ce qu'ils appellent de leurs vœux depuis tant d'années : une tornade éthique complète et définitive, pour mettre fin à la gabegie de ces structures inutiles qui pullulent dans les deux régions du pays. Elles sont tout juste bonnes pour procurer de l'emploi et des salaires injustifiés à ses proches ou à ses fidèles, en les enfermant dans un détestable jeu de dépendance. Il est plus que temps d'y mettre fin. Et de créer les conditions de la nouvelle gouvernance.

L'occasion de le faire est là. Mais elle sera unique. ●

Coulisses

Le coup de poker du fils Lutgen pour sauver le cdH

Deux choses ont pesé dans la décision de Benoît Lutgen de retirer la prise. La première, ce sont les sondages, tous catastrophiques, qui placent désormais le cdH cinquième parti derrière le PS, le MR, Ecolo et le PTB. Et sous les 10%, tant en Wallonie qu'à Bruxelles.

La seconde, c'est l'ambiance délétère à Namur avec le partenaire socialiste. Une sortie commune en milieu de semaine dernière des patrons de Solidaris (Jean-Pascal Labille) et de la FGTB wallonne (Thierry Bodson), fustigeant l'inertie de Maxime Prévot (cdH) en matière de soins de santé, a achevé d'enfoncer le clou.

Prévot a manifesté sa colère,

en plein Parlement wallon, fustigeant le double jeu de la famille socialiste. Du jamais vu ! Paul Magnette a tenté de calmer le jeu. Mais dès ce dimanche dans les débats dominicaux, Patrick Prévot (PS), proche de Di Rupo, en remettait une couche. « *Vous imaginez ? Le PS est englué dans les affaires jusqu'au cou, on continue à le soutenir quitte à abîmer plus encore notre image, et voilà comment il nous en remercie !* », pestait hier une huile cdH.

SILENCE RADIO

Lutgen a bétonné le scénario de lundi avec quelques très proches, ce week-end. Il n'en a

averti personne. Ecolo et Défi l'ont appris par la presse. Elio Di Rupo en plein milieu du Bureau de son parti. Olivier Chastel, président du MR, n'aura de son côté eu droit à un coup de fil du Bastognard que peu avant 13 heures, à une petite demi-heure de l'annonce officielle de sa décision par Lutgen, après l'aval de son Bureau. Chastel, dit-on, avait d'ailleurs été reçu au Palais lundi matin puis avait repris la route de Charleroi. Il a vite informé ses barons, avec un mot d'ordre : « *Silence radio, c'est moi qui communique ! On fera un Bureau en soirée où chacun s'exprimera à son aise...* »

CH. C.

Futures majorités

Il y a peu d'alternatives possibles

Quelles sont les majorités possibles, demain, dans les entités fédérées ? Sur papier, elles sont nombreuses, comme on le verra dans les tableaux ci-contre. Mais il est (extrêmement) difficile à croire que, sauf si la crise s'enlise, le PS puisse encore en être. Ce qui restreint alors sérieusement les choix. En théorie, rien n'exclut non plus des majorités différentes selon les endroits. Mais en pratique, ce serait plus confortable.

En **Région wallonne**, une coalition MR-cdH est possible, mais obtiendrait la majorité de justesse, avec 38 sièges sur 75.

Un malade ou un petit malin qui fait

du chantage au subside, et c'est fichu. Autre problème : ces deux partis n'auraient pas la majorité en commission, avec 6 sièges sur 12. On pourrait cependant y revoir la règle, et abaisser le nombre de membres à 10.

Plus confortable serait une majorité MR-cdH-Ecolo, dotée alors de 42 sièges. Même écueil cependant en commission, où Ecolo n'est pas un groupe. Donc aussi nécessité de revoir le règlement. En **Région bruxelloise**, la majorité est plus compliquée. Si on se

passer du PS, aucune bipartite n'est tout simplement possible. Il faut en effet 37 sièges sur les 72 députés francophones (sans

**Se passer du PS
complique
sérieusement
la donne**

compter ce qui pourrait se passer avec les 17 Flamands). Ni la formule MR-cdH (25) ni celle MR-Ecolo (25) n'y arrivent.

TRIPARTIE OBLIGATOIRE

Il faudra donc au minimum une tripartite, au sein de laquelle le MR est incontournable. À eux trois, le cdH, Ecolo et Défi n'ont en effet que 28 sièges. Ceci dit, MR-cdH-Ecolo n'y arrivent pas non plus (33). Il faudra donc soit du MR-cdH-Défi (37 tout juste) ou du MR-Ecolo-Défi (37 aussi). Plus confortable (mais plus compliqué encore à négocier), une association du MR, du cdH, de Défi et d'Ecolo aurait par contre 45 sièges. Du velours...

En **Communauté française**, la majorité nécessite 48 sièges sur 94. Là non plus, aucune bipar-

tite sans le PS n'est envisageable. Deux tripartites le sont. Associer le MR, le cdH et Défi ne donnerait qu'une courte majorité de 49 sièges, avec le même piège possible qu'en Wallonie si un seul élu fait défection. Associer le MR, le cdH et Ecolo serait un peu plus confortable, avec cette fois 52 sièges, soit quatre de plus que ce qui est nécessaire.

Une quadripartite associant le MR, le CDH, Ecolo et Défi ferait encore mieux, avec carrément 55 sièges. Mais comme pour Bruxelles, plus vous mettez de partenaires autour de la table, et plus le

programme de la prochaine majorité sera compliqué à négocier. D'autant qu'il ne reste que deux ans avant le retour aux urnes. Et que chaque partenaire voudra suffisamment de grosses réussites pour marquer les esprits. Vous avez dit complexe?... ●

CHRISTIAN
CARPENTIER

Les majorités possibles

RÉGION WALLONNE

MAJORITÉ 38 SIÈGES SUR 75

| | | |
|---|---|-----------|
|  | ✓ | 43 sièges |
|  | ✓ | 56 sièges |
|  | ✗ | 34 sièges |
|  | ✓ | 38 sièges |
|  | ✗ | 29 sièges |
|  | ✓ | 47 sièges |
|  | ✓ | 42 sièges |
|  | ✓ | 59 sièges |
|  | ✓ | 68 sièges |

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

MAJORITÉ 48 SIÈGES SUR 94

| | | |
|---|---|-----------|
|  | ✓ | 52 sièges |
|  | ✓ | 66 sièges |
|  | ✗ | 42 sièges |
|  | ✗ | 46 sièges |
|  | ✗ | 36 sièges |
|  | ✓ | 58 sièges |
|  | ✓ | 52 sièges |
|  | ✓ | 49 sièges |
|  | ✗ | 39 sièges |
|  | ✓ | 55 sièges |

RÉGION BRUXELLOISE

MAJORITÉ 37 SIÈGES SUR 72

| | | |
|---|---|-----------|
|  | ✗ | 30 sièges |
|  | ✓ | 39 sièges |
|  | ✗ | 30 sièges |
|  | ✗ | 25 sièges |
|  | ✗ | 25 sièges |
|  | ✓ | 38 sièges |
|  | ✗ | 33 sièges |
|  | ✓ | 47 sièges |
|  | ✓ | 47 sièges |
|  | ✓ | 37 sièges |
|  | ✓ | 37 sièges |
|  | ✗ | 28 sièges |
|  | ✓ | 45 sièges |

« Résiste et mords », qu'il disait

Benoît Lutgen, l'autoritaire souriant

Doté d'un caractère en acier trempé, le Bastognard est un pur Luxembourgeois, fidèle en amitié, confiant en sa bonne étoile, mais doté d'une rancune tenace.

Ses propres troupes lui reprochent sa trop grande rareté médiatique, depuis qu'il a repris la présidence du cdH à une Joëlle Milquet fortement fatiguée. Et c'est vrai qu'elle interpelle, cette absence. Car les talents, le cdH en a de moins en moins. Mais il a un don incroyable pour les gâcher. Ou ne pas les utiliser à bon escient.

PIÈGES SOCIALISTES

Prenez Catherine Fonck. Brillante chef de groupe à la Chambre,

bossueuse comme pas deux et bien plus intelligente que la moyenne (ce qui n'est parfois pas très difficile...), Benoît Lutgen ne sait pas la voir en peinture. À tel point qu'il s'est permis le luxe de se passer de ses talents, dans le dernier casting gouvernemental. Son tort? Avoir, comme lui, un caractère en acier trempé. Frappé de la mention : « Incompatible ».

Maxime Prévot? Lutgen a vite repéré cette jeune pousse namuroise, quand il courait encore les guinguettes de village pour tenter de se faire un nom. Il ne s'est pas trompé. Même si, à force de surcharger sa barque avec des compétences gigantesques dans feu le gouvernement Magnette, il a fini par le griller. Ses proches disent même le Namurois au bord du burn out, à force d'échecs politiques infligés par une famille socialiste dont il n'a pas assez d'expérience pour déjouer les pièges.

Reste que Prévot, lui aussi, est largement au-dessus de la moyenne. Et qu'il a, lui aussi, un caractère de premier de classe, (très) volontiers irascible. La seule différence? Il sait ravalier sa fierté, quand c'est nécessaire. Et notamment devant son président de parti.

Ça aide.

N'empêche : les libéraux ont eu beau pester, Benoît Lutgen avait joué un assez joli coup politique, en se jetant dans les bras du PS dès le lendemain des élections régionales de 2014. Elio Di Rupo rêvait alors de prolonger son bail au 16. Et il avait tenté un pari : mettre le MR hors jeu pour y provoquer une crise interne, au détriment d'un Charles Michel qui avait chassé Didier Reynders de la présidence en promettant aux siens de les ramener à tous les niveaux de pouvoir. Le calcul du Montois? Laisser ensuite pourrir la situation pour le gouvernement fédéral. Et sortir du bois à point nommé, comme lors de la crise des 541 jours, emportant de nouveau la mise.

GROS PORTEFEUILLES

Le cdH avait alors été largement récompensé de son aide. La plupart des gros portefeuilles régionaux et communautaires, c'est lui qui les avait obtenus. Le PS était de nouveau prêt à tout pour offrir sa reconduction au fédéral au Montois, pour lequel il avait déjà sacrifié 50.000 chômeurs sous l'équipage précédent.

« Résiste et mords », avait balancé Benoît Lutgen au sortir de son entrevue glaciale avec Bart De Wever, alors informateur royal. En vain, le MR ayant finalement accepté de faire seul le pari de l'accord. Le cdH espérait qu'il en sorte abîmé. Au contraire, c'est le PS qui l'entraîne lui-même vers l'abîme. Alors, Lutgen a tenté son coup de poker, ce lundi. Peut-être son dernier. ●

CHRISTIAN CARPENTIER

**Le PS était
en train
d'entraîner
le cdH vers
l'abîme**

Réaction de Raoul Hedebouw (PTB)**« Le PS n'a pas le monopole des magouilles, le cdH et le MR aussi! »**

Du côté du PTB, qui a le vent en poupe actuellement si l'on s'en réfère aux différents sondages, on suit bien évidemment la situation politique de près. Un bureau de parti s'est ainsi tenu ce lundi en milieu d'après-midi. Raoul Hedebouw, porte-parole du Parti des Travaillleurs de Belgique, décrit la situation actuelle en un mot : « *Risible* ». Le député fédéral détaille : « *C'est en effet risible de la part du cdH qui opte pour le MR du Kazakhgate au lieu du PS de Publifin et du Samusocial. C'est une pure opération de communication. Les gens n'ont pas du tout besoin de*

ça. » Celui qui est également conseiller communal à Liège estime que les centristes ont « *mis les doigts dans le pot de confiture comme le PS et comme le MR dans Publifin. Et je rappelle que Dominique Drion*

est toujours bien membre du cdH et toujours conseiller provincial. La bonne gouvernance, ce n'est pas qu'un problème socialiste mais bien quelque chose qui touche tous les partis traditionnels. Le PS n'a pas le

monopole des magouilles, cdH et MR aussi! » Autrement dit, pour Raoul Hedebouw, PS-MR-cdH, même combat. L'intéressé les invite, s'ils souhaitent

réellement faire bouger les choses, à débattre de tout, sans tabou. « *Je pose la question : pourquoi le cdH et les partis traditionnels refusent-ils de publier tous leurs mandats, publics et privés ? Pourquoi refusent-ils de publier leur patrimoine ? Pourquoi ne veulent-ils pas diminuer les salaires des mandataires et des députés pour vivre en étant plus*

proches des gens ? »

TOUT CHANGER

Des éléments que le PTB met régulièrement en avant, en vain. Au-delà de cette crise politique qui frappe le sud du pays, Raoul Hedebouw estime que l'on ne « *sortira pas des affaires en changeant uniquement des têtes. C'est à un système politique global qui implique depuis de longues années tous les partis traditionnels qu'il faut s'attaquer* ». Et de conclure en ironisant que « *le cdH tourne kazakh* », référence bien évidemment à l'affaire dans laquelle est empêtré le Mouvement réformateur. ●

GASPARD GROSJEAN

Réactions**Le parlement bruxellois présidé... par De Decker**

En dépit de l'annonce par le président du cdH Benoît Lutgen de ne plus vouloir gouverner avec le PS, le parlement bruxellois a maintenu lundi après-midi la discussion de textes et une série de questions et d'interpellations en commissions. L'actualité a toutefois contraint le président de la Commission des Finances, Charles Picqué (PS), à céder son siège à... Armand De Decker (MR), l'ex-président du Sénat, qui a démissionné de son mandat de bourgmestre d'Uccle, samedi der-

nier.

Du côté d'Ecolo, la coprésidente d'Ecolo Zakia Khattabi s'est exprimée à l'issue d'une réunion de son parti : « *Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas une question de casting ou de gouvernement, mais de gouvernance* ». Celle-ci reconnaît que son parti a été pris par surprise par l'annonce du président du cdH Benoît Lutgen, et s'indigne d'une prise en

« *otage* ».

Elle doute fortement de la sincérité de la motivation du cdH. « *Entre hier, où les*

ténors du cdH disaient du bien du cumul, et aujourd'hui où ils parlent de changement de casting et de têtes, ils sont changés de perspective », s'est étonnée la coprésidente d'Ecolo. « *C'est un joli coup du cdH, mais c'en est fini des petits jeux politiques* ».

Pour son parti, « *la question*

du gouvernement ne se pose pas ». « *Nous mettrons dès mercredi des propositions de gouvernance sur la table, à l'intention de l'ensemble des partis* », a-t-elle ajouté. ●

Le PS le plus faiblard de l'histoire politique

Si le cdH s'est permis un tel coup d'éclat, c'est aussi vu la faiblesse du Parti socialiste. Jamais les humanistes n'auraient osé cela avec un PS à plus de 30 % dans les sondages. Et sa mauvaise forme, le parti à la rose le doit à différents facteurs. Aux multiples scandales des derniers mois bien sûr, de Publifin au Samusocial en passant par l'ISPPC. Mais aussi à ses divisions internes qui l'ont empêché de se remettre vraiment en question et en ordre de marche.

La lutte d'influence au sommet entre Di Rupo et Magnette était devenue un secret de polichinelle, mais ce n'était pas le seul souci. Encore ce lundi matin avant même la fameuse déclaration de Benoît Lutgen, lors du bureau interne qui réunissait les différents ténors à propos du décu-

mul, les têtes pensantes s'étaient étripées. Les députés-bour-

mestres ont peu apprécié la sortie médiatique de Magnette la semaine passée sur le sujet et l'ont fait savoir. On songe au Binchois Laurent Devin, au Hutois Chris-

tophe Collignon ou encore au Hensitois Eric Thiébaud. Ce der-

nier s'en serait même pris par moments à d'autres cadres autour de la table. Au final, début juillet, les militants devront choisir entre un décumul des fonctions de bourgmestre/échevin et député ou « *juste* » un décumul financier. C'est-à-dire que les élus exerceraient un des mandats à titre gratuit. Si cette dernière solution est retenue, une exception serait même proposée aux militants pour les villes de moins de 50.000 habitants.

OUBLIER LA DÉNOMINATION?

Dans ce contexte, plus affaibli que jamais, le PS est devenu inaudible sur la scène politique. Et les multiples promesses de changement ne modifient rien. A l'instar de la Fédération liégeoise du Parti socialiste, la plus importante de Wallonie-Bruxelles en termes d'affiliés. Elle qui avait pourtant bel et bien pris des mesures fortes à l'issue du scandale Publifin concernant les rémunérations ou les mandats privé et dérivés reste profondément meurtrie. L'élection d'un nouveau président (Jean-Pierre Hupkens, échevin de Willy Demeyer à Liège, NdlR) sonnait comme le symbole d'une fédération divisée en deux clans distincts. Inutile de dire qu'un parti avec un genou à terre constitue une cible facile. Et que dans les formations politiques adverses, on ne se prive plus pour attaquer ouvertement le PS, à l'instar du ministre Daniel Bacquelaine, président du MR en province de Liège, déclarant dans

nos colonnes il y a peu : « *Même à Liège, il n'y a aucune raison de considérer que la ville doit rester*

Des centaines de cabinetards PS vont perdre leur poste

sous dominance PS. C'est valable également pour les intercommunales et les structures publiques». La faiblesse actuelle du PS se paie cash et se traduit par la perte de mayorat, comme celui de Neupré dernièrement, passé au MR. Même si les affaires n'en sont pas la cause, le manque de poids de la Fédération, qui n'arrive à pas à resserrer les rangs et à trancher tout en faisant respecter ses décisions, a donc des conséquences. Et de fait, il se murmure qu'en région liégeoise, plusieurs personnalités socialistes discutent de l'opportunité de se présenter sur

une liste avec une autre dénomination que le traditionnel « PS ». « *Car rien que l'évocation du nom est devenue problématique* », confie un cacique. La création du mouvement « Groupons-nous et demain » par des militants pour réfléchir à l'avenir du parti avait aussi été vue comme une fracture interne.

DI RUPO FRAGILE

Autre exemple des divisions, malgré tout ce qui vient d'être évoqué, Charleroi reste convaincu d'avoir été beaucoup plus « matriqué » lors des affaires de 2006 que Liège. De même, une fois le PS dans l'opposition, ce sont des centaines de cabinetards qui vont perdre leur poste, certains évoquant même le chiffre de 500. Du jamais vu ! Quelques-uns, détachés de leur fonction initiale, vont retourner dans l'administration, mais d'autres vont juste se retrouver au chômage. De quoi faire de nombreux mécontents supplémentaires et les regards de reproches se dirigent toujours

plus vers le président Di Rupo, fragile. Inutile de dire que le premier bénéficiaire de ce PS faiblard n'est autre que le PTB ! ●

LOÏC DEVIÈRE & GASPARD GROSJEAN

Laurette Onkelinx

« Cela cache sans nul doute d'autres objectifs »

Suite à l'annonce tonitruante du président du cdH, Benoît Lutgen, Laurette Onkelinx, présidente de la fédération bruxelloise du PS, a réagi.

« *La vie politique n'est pas un long fleuve tranquille. Les derniers rebondissements le confirment. Le partenaire cdH se retire donc de tous les gouvernements où il siège. C'est son droit, c'est étonnant* », commente-t-elle ce lundi après-midi.

« *Le PS connaît bien sûr des difficultés liées au comportement inacceptable de certains de ses membres. Il a pris le taureau par les cornes. Non seulement par des sanctions et réformes internes mais aussi en participant très activement au renouveau par des projets de décrets et d'ordonnances qui vont très loin pour changer la gouvernance* », poursuit la députée fédérale, par ailleurs, largement critiquée ces derniers jours après

les révélations sur les emplois octroyés à ses enfants au sein d'ASBL bruxelloises.

« INCOMPRÉHENSIBLE ! »

Mais l'ex-ministre socialiste n'entend pas se laisser bousculer par l'annonce du cdH et contre-attaque : « *D'autres formations dont le cdH connaissent des problèmes d'ordre éthique avec certains de leurs membres. Elles savent comme nous que des réformes*

sont indispensables. Le cdH quitte le gouvernement au moment où ces réformes de gouvernance sont en discussion dans les parlements. C'est incompréhensible. Et cela cache sans nul doute d'autres objectifs. »

Le PS bruxellois a toutefois décidé de maintenir son assemblée ce vendredi concernant les réformes éthiques internes dont le décumul des mandats ou des rémunérations. ●

DBX

Carlo Di Antonio (GDH)

« Je respecte le travail accompli avec le PS »

Depuis l'annonce du président du cdH, toutes les cartes sont rebattues au sein des pouvoirs exécutifs des entités fédérées. Ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être Animal, le Dourois Carlo Di Antonio (cdH) pourrait perdre ses attributions.

« *On se retrouve dans une si-*

tuation comme après les élections. Si une majorité est formée, le président aura toute la liberté de désigner les nouveaux ministres. Mais dans un premier temps, il faudra voir quels seront les partenaires et faire un accord politique. La question des personnes viendra après. »

Nuancé, le ministre salue le travail effectué avec ses part-

naires socialistes. « *L'entente était excellente. Je respecte le travail qui a été accompli. Mais depuis quelques semaines, c'était devenu intenable et on sentait que le gouvernement allait devenir apathique. Vu la montée du PTB, on assistait à un raidissement idéologique de la part du PS. Ils voulaient se mettre en concurrence avec le PTB et on n'avait pas envie de se retrouver dans un gouverne-*

ment qui ferait sans cesse la course avec la gauche radicale. » Mais comme ses homologues du cdH, C. Di Antonio dénonce la répétition des affaires. « *À chaque fois, cela nous détourne de notre travail.*

Certes, personne n'est à l'abri mais l'affaire du Samusocial est particulièrement choquante pour la population. » ●

V.P.

Du jamais vu... depuis la fin 70 !

« La décision du cdH est une grande première depuis la fin des années 70. Avant cette date, dès qu'une crise avait lieu au sien d'un gouvernement, on ne prenait pas le temps de faire des concessions. On montrait son opposition et on faisait tomber le gouvernement. Les crises se multipliaient, les gouvernements tenaient peu de temps et ce système ne choquait pas. C'était par exemple du temps des gouvernements Martens-Gol ou Tindemans », explique Michel Hermans, politologue. « À l'époque, on claquait la porte dès qu'on ne s'entendait plus sur le programme, le communautaire ou l'économie. Aujourd'hui, les politiciens cherchent des compromis pour ne plus déstabiliser le pays. Avec le temps, les réformes ont per-

mis d'éviter toutes ces crises récurrentes d'avant 80. »

UN RÊVE À LA « MACRON »

La question que bon nombre de Belges se posent est : pourquoi le cdH fait une telle annonce ce lundi alors que l'affaire du Samusocial date d'il y a plus d'une semaine ?

« C'est une hypothèse mais ce discours se fait au lendemain des élections législatives françaises. Or, on sait que ces événements influencent quelque peu la vision des Belges », continue Michel Hermans. « L'idée de Benoît Lutgen est peut-être de créer une recombinaison politique comme cela vient de se passer en France. Les militants déçus d'autres partis pourraient rejoindre son parti, à la manière

des socialistes vers La république en marche d'Emmanuel Macron. Benoît Lutgen reprend d'ailleurs une expression du président français dans sa lettre : il dit qu'il est prêt à accueillir toutes les personnes prêtes à travailler avec lui ».

« Si l'annonce faite ce lundi avait eu lieu plus tôt, elle aurait été empêtrée dans tous les scandales financiers et ce rapprochement avec la politique française n'aurait pas été possible. »

LE BON TIMING

« Avec les polémiques de ces derniers mois, le cdH était en perte de vitesse dans les sondages. En rejetant le PS, le parti peut se refaire une virginité auprès des électeurs et remonter dans les intentions de vote », conclut le politologue. « Le cdH risquait

aussi de perdre de voix durant les prochaines élections à cause des erreurs du PS. » ●

ALISON VLT.

Le casse-tête pour la majorité à Bruxelles

Former un gouvernement alternatif, sans le PS, cela ne sera pas du tout évident pour les politiques

Le cdH a lancé un pavé dans la mare ce lundi lorsque son président, Benoît Lutgen a annoncé que son parti se retirait des gouvernements dans lesquels il forme une majorité avec le parti socialiste, invitant Ecolo, le MR et DéFI à former des majorités alternatives. Si en Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, les possibilités sont plutôt simples, il n'en est pas de même à Bruxelles où DéFI s'impose comme le parti qui peut faire tout changer.

Coup dur pour le PS bruxellois qui après avoir essuyé de nombreux scandales ces dernières semaines, notamment depuis les révélations faites sur le Samusocial, se fait aujourd'hui tout simplement plaquer par son partenaire de majorité, le cdH. Le parti

humaniste se retire en effet du gouvernement qu'il formait avec le PS et DéFI depuis 2014. Le cdH lance un appel à former une majorité alternative avec le MR, DéFI et Ecolo. La tâche sera néanmoins compliquée à Bruxelles. Ecolo a d'ores et déjà annoncé qu'il ne participerait pas au gouvernement. « Nous trouvons qu'il est prématuré de discuter de quel gouvernement former. Nous ne voulons pas entrer dans ces petits jeux politiques », nous explique Zoé Genot, cheffe de groupe Ecolo au parlement bruxellois. « Nous vivons une crise de régime, il faut que tous les partis se mettent autour de la table. Il est urgent de travailler sur les questions comme la transparence sur les rémunérations privées, le décumul, etc., des enjeux où nous sommes en désaccord avec le cdH », continue la députée écologiste. « Le parti tente

de se redonner une virginité politique », commente-t-elle.

Sans les Verts, une majorité débarrassée du PS est tout de même possible à Bruxelles en y associant le MR et le DéFI. Les libéraux se disent ouverts à la discussion. « Le redressement des entités fédérées est vital. Le MR répondra donc favorablement à un appel au dialogue politique sur l'avenir des entités fédérées », a annoncé le président de parti, Olivier Chastel (MR).

L'ÉNIGME DÉFI

La vraie inconnue concerne DéFI car sans ce parti, impossible pour le MR et le cdH de former une majorité du côté francophone. Très rapidement, les ténors du parti ont critiqué l'initiative du cdH. « Je comprends qu'il (Benoît Lutgen, NDLR) critique comme moi le PS après le scandale de Publifin, mais mettre des gouvernements

cul par-dessus tête, ce n'est pas une méthode », a déclaré Didier Gosuin (DéFI), ministre bruxellois de l'Économie et de l'Emploi, à nos confrères de Belga. Du côté du chef de groupe au parlement régional on parle d'hypocrisie. « Il s'agit d'un coup politique de la part du cdH. Les faits qu'ils reprochent au PS, ce sont des faits qu'il a cautionné durant 13 ans notamment sur Publifin », nous dit Emmanuel De Bock qui souligne le travail d'assainissement qui est en train d'être effectué par la majorité actuelle. « C'est mettre à mal le travail de la majorité et paralyser les institutions », affirme-t-il. Bien que le parti critique la méthode, DéFI ne s'est pas encore exprimé clairement sur la position qu'il adoptera face à l'appel des humanistes qui auront besoin de DéFI et ses 12 sièges pour former une majorité alternative voulue par Benoît Lutgen. ●

J.C.

Les partis flamands

L'Open VLD: le parti serait incontournable à Bruxelles

Bruxelles, de par sa particularité institutionnelle nécessite qu'une double majorité soit atteinte. Tout d'abord une majorité des sièges (45/89) et une majorité dans les groupes linguistiques. Du côté flamand, il semblerait que l'Open VLD, premier parti flamand à Bruxelles soit incontournable pour former une majorité. Les libéraux flamands avec leurs 5 sièges seront absolument nécessaires dans une majorité gouvernementale. Sans l'Open VLD, une majorité dans le groupe linguis-

tique ne peut pas être atteinte sans associer les nationalistes flamands de la N-VA et de l'extrême droite du Vlaams Belang.

Mais l'Open VLD peut-il accepter de lâcher son partenaire socialiste? Difficile à dire étant donné que Guy Vanhengel (Open VLD), ministre bruxellois des Finances, du Budget et des Relations extérieures est un grand ami de Rudi Vervoort (PS). Rappelons que les deux hommes se sont présentés sur la même liste électorale lors des communales à Evere en 2012.

De plus, PS et Open VLD sont en coalition à la Ville de Bruxelles. Un divorce entre les deux partis aurait donc aussi des ramifications au niveau communal et particulièrement pour l'échevine de la Mobilité et des Travaux publics, Els Ampe (Open VLD) également cheffe de groupe au parlement bruxellois.

SPA ET CD&V

Selon nos informations, les socialistes flamands accepteraient de former une majorité alternative, sans le PS. Ce qui n'est pas éton-

nant, la loyauté entre les partis flamands et francophones d'une même couleur politique n'étant plus ce qu'elle était, sauf peut-être

chez les Verts. Du côté du CD&V, peu d'indications. Bianca Debaets, seule ministre du parti chrétien démocrate flamand à siéger au gouvernement de la Région n'aurait pas été prévenue par le cdH de sa volonté de claquer la porte. « *La ministre ne souhaite pas communiquer pour l'instant* », nous a gentiment répondu son porte-parole. ●

De Decker président en commission

Alors qu'Armand De Decker a démissionné de son

poste de bourgmestre d'Uccle, le libéral a gardé son siège de député au parlement bruxellois. Et plusieurs élus régionaux n'ont pas caché leur étonnement de le voir dès ce lundi matin en commission « Fi-

nances » présider la séance. « *Je pensais être au bout de mes surprises. Mais débarquer en commission et découvrir Armand De Decker à la présidence, ça, je ne m'y attendais pas* », s'est étonnée Céline Delforge (Ecolo). ●